

Gisèle Pelicot donne de la voix à toutes les femmes qui se battent contre cette société

Le 2 septembre dernier s'est ouvert le procès de Dominique Pelicot. Ce père de famille a, pendant des années, drogué sa femme, Gisèle, pour la soumettre à des viols et violences sexuelles. Ce qui est tout aussi choquant dans cette affaire, c'est qu'aux côtés de Dominique Pelicot comparaissent cinquante autres coaccusés qui ont également participé aux viols. Dominique Pelicot les avait contactés via un site connu pour être un lieu de rencontres de prédateurs sexuels et de pédocriminels, un site qui n'a pourtant été fermé qu'en juin 2024, après 23 000 procédures engagées.

Un crime qui rappelle que les violences contre les femmes restent un trait fondamental de la société actuelle

Dominique Pelicot a affirmé que, sur ce site, seuls trois hommes sur dix refusaient ses propositions. Ce qui est sûr, c'est qu'aucun ne l'a dénoncé.

Les commentateurs soulignent le fait que ces cinquante coaccusés sont des « Messieurs-tout-le-monde ». Eh oui, ce procès vient rappeler que l'écrasante majorité des viols dans la société sont le fait de proches des victimes, souvent le compagnon ou le mari. Les récentes affaires autour de la famille Duhamel ont rappelé également que l'inceste reste un fait ordinaire dans bien des familles...

Entre 2020 et 2021, le nombre de féminicides a augmenté de 20 %, et les études montrent que seuls 0,6 % des viols et tentatives de viol ont donné lieu à une condamnation. Les révélations autour de l'abbé Pierre, dont le pape vient de reconnaître que le Vatican connaissait les agissements, montre combien les institutions cherchent à camoufler cette violence ordinaire.

Un crime à l'image de la violence de la société capitaliste et patriarcale

Ces crimes sordides n'ont en réalité malheureusement rien d'étonnant dans la société dans laquelle nous vivons. L'exploitation est le fondement du capitalisme qui s'appuie sur tout ce qui

peut la maintenir, et l'oppression des femmes en fait partie. En 2024, les femmes gagnent encore en moyenne 24 % de moins que les hommes. Pour perpétuer leur domination, les capitalistes utilisent tout ce qui peut diviser les travailleurs et travailleuses : le sexisme, le racisme et les préjugés les plus réactionnaires en sont des exemples.

Des luttes des femmes qui donnent espoir

Gisèle Pelicot a fait le choix de refuser le huis clos et de témoigner à visage découvert dans la presse : « Ce n'est pas pour moi que je témoigne, mais pour toutes ces femmes qui subissent la soumission chimique », a-t-elle dit. Son avocat a ajouté : « Il faut que la honte change de camp. » Samedi 14 septembre, des milliers de femmes ont manifesté en soutien à Gisèle Pelicot et contre les violences faites aux femmes.

Cette vague de solidarité entre en résonance avec le soulèvement des femmes en Inde contre le viol et le meurtre d'une jeune médecin dans l'hôpital où elle exerçait. Elle fait écho à toutes les mobilisations des femmes qui ont eu lieu ces derniers mois à l'échelle internationale, contre la tentative d'interdiction de l'avortement en Pologne, pour sa légalisation en Argentine, sans oublier le mouvement révolutionnaire des femmes en Iran...

Nous sommes résolument du côté de ces femmes qui se battent, pour en finir avec le capitalisme, ses oppressions, et toutes les violences qui en découlent.

FORREST GUMP IN THE HARDT

Au Montage, cela ne fait que quelques semaines qu'on a repris, mais on est déjà fatigué des cadences. Sur les chaînes, les vitesses se sont aggravées par le fait que ne passent que des Hauts de Gamme avec un maximum d'options à monter, que le sous-effectif est criant et que l'overtime est systématique. Bref, c'est la course et ils veulent encore supprimer des postes. Si eux n'ont aucune limite à nous épuiser, nous on n'est pas aux Jeux Olympiques.

LA PRESSION MONTE

Depuis la reprise, des débrayages sur différents sites de Stellantis montrent qu'on en a de plus en plus marre des charges de travail démentes, du sous-effectif et des samedis à l'usine.

Sochaux, Douvrain mercredi, Poissy jeudi, Hordain samedi... ça mijote, ça mijote !

PANNE DE SÉCURITÉ

Il y a quelques jours en TA au Montage, la Direction a profité d'une panne de Peinture pour nous faire faire un exercice d'évacuation. Ces exercices devraient être effectués tous les 6 mois, ce qui n'est pas le cas habituellement. Pour la Direction, notre sécurité passe toujours après ses profits.

ALERT IN THE WATER

Il y a quelques jours il y a eu une fuite d'eau sur le réseau du site, ce qui a entraîné la mise en place de bouteilles d'eau dans les toilettes. On n'est pas passé loin de la cacastrophe.

LE CADENCEMENT POURRI TUE

Au secteur HAM Montage, depuis quelques temps, on ne voit passer presque que des diesels, les moteurs DV5 sur lesquels on a le plus de boulot. C'est l'enfer. On coule et on se noie. Ras le bol.

COAST KILLER

Le point-chaud du Montage fermé pour cause de non rentabilité, la fermeture du dernier self d'ici la fin de l'année, une nouvelle vague de suppressions de lignes de bus pour novembre : la chasse aux coûts de Tavares se traduit par des difficultés supplémentaires pour nous, afin que les principaux actionnaires puissent s'engraisser toujours plus.

MA FRANCE À AULNAY MONTRE L'EXEMPLE

Les grévistes sont à près de 150 jours de lutte et de blocage de leur site. Stellantis voulait leur régler leur compte avant la rentrée, c'est raté. Depuis des semaines la liste des sous-traitants automobiles menacés de fermeture ou de destructions d'emplois s'allonge. Valéo, Bosch, ZF, Imperiales Wheeles, Walor, Forvia, Continental, Plastic Omnium, Dumarey (ex-Punch Strasbourg), Novares...

Stellantis voulait faire de MA France un exemple ? C'est maintenant un exemple à suivre pour lutter, ne pas rester seul, et peut-être se fédérer contre les patrons voyous.

SOUTIEN AUX COLLÈGUES DES PAPILLONS BLANCS !

Les salariés d'Alsace Entreprise Adaptée de Wittenheim qui travaillent notamment pour Stellantis sont en lutte : sous prétexte de faire des économies, la Direction des Papillons Blancs voudrait leur supprimer un jour de congé, les primes d'équipe et de panier, les temps de pause comptés comme temps de travail et augmenter le coût de la complémentaire santé. Cela ferait 170€ de moins par mois pour des salaires inférieurs la plupart du temps à 1'400€.

Trois syndicats ont signé cet accord pourri mais 90 % des ouvriers, aidés par la CGT, le rejettent : ils en sont à leur 4ème action pour exiger le maintien de leurs acquis. Vendredi dernier ils faisaient une collecte devant le Cora Wittenheim. Ils méritent tout notre soutien.

VW : APRÈS LE DIESELGATE, UN SOCIALGATE ?

Lundi 2 septembre, Olivier Blume, président du directoire de Volkswagen annonçait qu'il envisageait de fermer un ou plusieurs sites de production en Allemagne. Cela fait suite au plan d'économie de 10 milliards du groupe lancé en 2023 auxquels se sont encore ajoutés 4 milliards pour la seule marque Volkswagen. Il veut lever un accord de protection des emplois censé courir jusqu'en 2029. Il a annoncé la couleur : les économies se feront à grands coups de licenciements !

Les travailleurs de l'usine Audi de Bruxelles, inquiets pour leur avenir menacé par cette même direction (Audi est une marque du groupe VAG) ont décidé de réagir : ils ont subtilisé les clés de véhicules pour empêcher les livraisons et se sont réunis devant leur usine lundi 9 septembre au matin.

Dans toute l'Europe, les salariés de l'industrie automobile sont menacés de perdre leur emploi. On aurait tout intérêt à faire front commun contre ces attaques patronales.

ÇA FUME LÀ-HAUT !

Sur le site de Vesoul, la direction supprime l'autorisation de fumer ou vapoter à l'extérieur des bâtiments, à l'exception de zones bleues. Ça ne les dérange pas de nous faire respirer tous les produits, huiles et autres cochonneries nocives dans les ateliers et en plus de nous pourrir la vie avec des idées débiles !

PAS D'ÉCONOMIES SUR NOTRE SÉCURITÉ !

Rémi, intérimaire à Stellantis Valenciennes, 21 ans, a été grièvement blessé en août 2018. Il vient de reprendre un travail, 6 ans après l'accident de transpalette électrique qui s'était renversé en l'écrasant, transpalette reconnu « pas aux normes ». Stellantis a été condamné à lui verser plus de 106'000 € de dédommagement par le Tribunal de Douai.